

# Prométhée

## Le Capitalisme malade du Capital

Depuis plusieurs semaines une crise financière mondiale secoue le système capitaliste. Cette fois l'épicentre se trouve aux États-Unis. Les banques, les compagnies financières, les assurances, les fonds de pensions : tous ne meurent pas, mais tous sont frappés.

La crise n'arrive pas comme une tempête soudaine sur une mer calme. Ses causes sont à chercher dans la nature du capitalisme. Ce dernier cherche le profit là où il est sensé être le plus important, de plus le capitalisme ne sait pas se satisfaire de maigres profits. La crise surgit et commet ses ravages après une série de secousses plus ou moins fortes : 1990 au Japon, 1994 au Mexique, 1997 en Asie, 1998 en Russie et en Amérique latine, 2000 éclatement de la bulle internet à Wall Street, 2001 en Argentine, 2007 effondrement du marché immobilier aux USA (subprimes).

« C'est un fait : depuis le début des années 1980 (Thatcher, Reagan), le Capital a repris l'initiative politique. La restauration du capitalisme dans les pays où il avait été exproprié durant la première partie du XX<sup>e</sup> siècle a abouti à un renforcement considérable de l'impérialisme. La montée en puissance de la Chine le confirme. Cependant - il faut insister sur ce point - ce renforcement conjoncturel ne peut redonner au système une nouvelle jeunesse. La multiplication des crises économiques (Asie du Sud-Est, Telecoms, subprimes...) suffit à le démontrer. Plus généralement, la montée des déficits en tous genres, la financiarisation à outrance indiquent clairement la direction : celle d'une conflagration économique majeure. » écrivions-nous en janvier 2008 (1).

Une des premières tentatives d'explication à destination du peuple relève de la psychiatrie de comptoir. La médaille d'or revient au Président Sarkozy dans son discours de Toulon le 25 septembre : « L'idée de la toute-puissance du marché, qui ne devrait être contrariée par aucune règle, par aucune intervention politique, cette idée de la toute-puissance du marché était une idée folle. » Est-ce bien utile de rappeler que le candidat Sarkozy vantait les mérites du modèle outre-atlantique et ceux du crédit hypothécaire. Même Laurent Fabius entonne un couplet similaire : « C'est la grande crise de l'argent fou. » (2)

Nicolas Sarkozy va même jusqu'à vouloir instaurer la « moralisation du capitalisme financier » Projet tout à fait illusoire comme le montre le syndicaliste britannique Dunning, repris par Karl Marx, « Le capital a horreur de l'absence de profit ou des très petits profits comme la nature a horreur du vide. Quand le profit est adéquat, le capital devient audacieux. Garantisiez-lui 10 pour cent, et on pourra l'employer partout ; à 20 pour cent, il s'anime, à 50

pour cent, il devient carrément téméraire ; à 100 pour cent il foulera aux pieds toutes les lois humaines ; à 300 pour cent, il n'est pas de crime qu'il n'osera commettre » (3)

### Sauver le capitalisme ?

Rapidement s'est imposée l'urgence de la sauvegarde du système financier et bancaire chancelant. L'objectif est de sauver le système tout en évitant de provoquer la colère des travailleurs qui devront tôt ou tard payer l'addition. Comme cette dernière sera particulièrement salée en termes de chômage et de pouvoir d'achat, il vaut mieux que ce soit le plus tard possible.

A Washington, à Paris, à Londres, à Berlin voici que sonne l'heure des « nationalisations provisoires » selon la merveilleuse formule du très « socialiste » patron du FMI, Dominique Strauss-Kahn. Aux États-Unis, le plan Paulson mobilise 700 milliards de dollars, en France le plan Sarkozy engage 360 milliards d'euros (320 comme fonds de garantie et immédiatement 40 pour éponger les dettes des banques). Impossible d'augmenter les salaires, impossible de maintenir une bonne protection sociale et des retraites correctes, mais pour les banquiers et les financiers rien n'est impossible : voilà la froide loi fondamentale du capitalisme.

Les mesures envisagées ne sont pas techniques, comme la classe dominante cherche à nous le faire croire, elles sont éminemment politiques. La question n'est pas de discuter la façon dont elles sont mises en œuvre. La question c'est la nature de ces décisions. Chaque État tente de régler cette crise avec les méthodes du capitalisme. En conséquence, le remède ne guérira pas le mal, il l'aggravera. C'est ainsi qu'en France, Sarkozy va tout pratiquement doubler la dette publique avec toutes les conséquences que cela implique sur l'emploi, les salaires et les services publics. Finalement, pour sauver le système bancaire, l'État va emprunter auprès... des banques. A la crise de surendettement privé va s'ajouter une crise de surendettement public.

Lors du débat parlementaire du 14 octobre, le PS et les Verts se sont abstenus sur le plan Sarkozy. Le PS trouve ce plan incomplet mais pas sans vertus selon les propos de François Hollande : « pas question de s'opposer à un plan qui permet au niveau européen de sortir des premières tourmentes de la crise financière. » Pierre Moscovici est très explicite sur la position du PS : « Nous ne voulons pas d'unité nationale, mais il y a une responsabilité nationale. » (4) C'est aussi clair que sur l'expédition militaire en Afghanistan : on vote contre mais on est pour. Du côté du PCF, c'est à peine mieux. Ses députés n'ont certes pas voté le plan de sauvetage. Ceci étant, ils « rappellent l'urgence de

*réorienter l'argent pour satisfaire les besoins humains et non plus la spéculation. Il faut pour cela notamment se doter au plus vite d'un pôle financier public qui permettra la relance de l'économie réelle fondée sur la production de richesses. »* Bref, eux aussi se refusent à mettre en cause l'économie de profit en tant que telle, et reprennent la fable d'un capitalisme industriel "sain", entravé par "la finance".

A ce stade, une première conclusion s'impose : le monde du travail a toutes les raisons de s'opposer aux plans de sauvetage des banques à sauce Bush, Sarkozy et autres Brown.

Actuellement on nous joue la mauvaise comédie de boulevard intitulée : *L'État, le retour*. Qui a décidé dans les années 1990 d'engager le processus de déréglementation ? Les États. Pour mémoire, en ce qui concerne l'Union européenne, c'est au sommet de Hanovre en 1988 que les Chefs d'États et de gouvernements ont décidé de supprimer toutes restrictions à la circulation des capitaux ainsi qu'aux prestations bancaires et financières. Qui, aujourd'hui, décide d'intervenir et envisage une nouvelle régulation ? Encore les États.

Hier, l'idéologie dominante libérait la Main invisible des marchés chère à Adam Smith; aujourd'hui, elle change de cap. Jacques Delors en est une parfaite illustration : Président de la Commission européenne en 1992, il préconisait de « *laisser jouer la dynamique des acteurs économiques* » ; aujourd'hui il parle de « *défaite politique et idéologique des fondamentalistes du marché.* » (5)

Malgré la globalisation de l'économie capitaliste mondiale, au-delà des discours soporifiques sur la « *gouvernance mondiale* » les différentes bourgeoisies restent attachées à leur État. Ce qui une nouvelle fois atteste que l'État est toujours le : « *comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière.* » (6)

Ces dernières semaines ont mis en évidence les contradictions entre les principales bourgeoisies européennes avec comme conséquence la quasi absence de l'Union européenne en tant que telle. On a eu un G4 (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie) qui a concocté une potion qui s'est avérée sans effet. Puis ce fut, le 12 octobre, la réunion des quinze pays membres de la zone euro (Eurogroupe) qui a adopté des recommandations communes qui seront, toutefois, mises en œuvre séparément. Par contre la Commission européenne, d'ordinaire si prompte à pourfendre la moindre attente à la concurrence libre et non faussée, est restée aux abonnés absents. Pour autant l'Union européenne n'en demeure pas moins une arme de destruction massive des conquêtes sociales et des services publics. C'est d'ailleurs ce qui caractérise les mesures prises par l'Eurogroupe.

Affichant sa volonté de tout simplement « *refonder le capitalisme* », Nicolas Sarkozy fonde tous ses espoirs dans un sommet international. Un genre de nouveau Bretton Woods en quelle sorte, du nom de la conférence de juillet 1944 qui avait établi les règles de fonctionnement : les États-Unis devenaient le garant d'un système basé sur les changes fixes. Mais dès 1960, avec la guerre au Vietnam, la machine se grippe pour progressivement engendrer le fonctionnement actuel. Penser qu'un nouveau Bretton Woods va mettre de l'huile dans les rouages pour qu'ils repartent n'est que pure illusion. Quelle puissance est en mesure d'assumer le rôle des

États-Unis au sortir de la deuxième guerre mondiale ? Pas l'Union européenne, malgré son agressivité impérialiste et guerrière afin de tenter de maintenir son rang dans le monde ! Pas les États-Unis, même s'ils chercheront à conserver leur hégémonie, car ils sont dans l'œil du cyclone et d'autre part ils sont enlisés dans les guerres en Irak et en Afghanistan !

Le monde sous domination impérialiste entre non seulement en récession (7) mais dans une phase d'instabilité, de chaos, voire de guerre. Les tensions et les conflits internationaux vont s'accroître.

## **Rompre avec le capitalisme !**

Dans son discours de Toulon, Nicolas Sarkozy a affirmé que « *l'anticapitalisme n'offre aucune solution à la crise actuelle.* » Erreur Monsieur le Président, seul l'anticapitalisme - autrement dit la perspective du socialisme - offre les pistes pour véritablement sortir de la crise. Mais cette perspective ne viendra pas d'elle-même, la tâche de l'heure est à l'élaboration d'arguments susceptibles de construire une riposte pour infliger une défaite décisive au pouvoir. Toute proposition se cantonnant à limiter les effets de la crise est vaine. Ce sont les causes qu'il faut viser et les causes portent un nom : le capitalisme.

La classe ouvrière n'a pas à payer deux fois : la première avec la déréglementation, la seconde avec les nationalisations provisoires. Ses intérêts ne peuvent être défendus que par l'expropriation pure et simple des banques privées, et leur fusion dans une banque d'État unique. Les travailleurs ne mordent pas à l'hameçon de la moralisation du capitalisme, même bénie par Benoît XVI. Ils ont besoin de transparence, ce qui implique la fin des secrets bancaire et commercial c'est-à-dire que l'activité de la banque et des entreprises soit placée sous leur contrôle démocratique. Autrement dit, les questions suivantes se posent avec encore plus d'acuité que dans le passé: Que produit-on ? Comment produit-on ? Au profit de qui produit-on ? Ce qui peut se résumer en une seule et unique question : Quelle classe sociale gouverne ?

Pour faire face aux conséquences de la crise financière dans ce que l'on appelle l'économie réelle, les principales revendications sont : échelle mobile des salaires et des prix, abrogation des exonérations de cotisations sociales, défense du régime de retraites par répartition (8), interdiction des licenciements, annulation de la dette publique.

« *Au fou !* » s'étrangleront les maîtres du monde. Ils n'ont pas d'autre argument en ce moment. Mais non Messieurs, l'objectif des travailleurs n'est pas de sauver le système qui les exploite et les opprime. « *Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse !* » (9)

**Emile Fabrol**

Le 19 octobre 2008

- 1.- <http://promcomm.wordpress.com/2008/01/27/contribution-a-la-construction-du-nouveau-parti-pour-le-socialisme>
- 2.- *Le Monde* du 3 octobre 2008.
- 3.- [http://fr.wikiquote.org/wiki/Thomas\\_Joseph\\_Dunning](http://fr.wikiquote.org/wiki/Thomas_Joseph_Dunning)
- 4.- *Les Échos* du 9 octobre 2008
- 5.- <http://www.mediapart.fr>
- 6.- Karl Marx et Friedrich Engels, *Le Manifeste du parti communiste*
- 7.- Voir les cartes prévisionnelles du Fond monétaire international dans *Le Monde* du 17 octobre 2008
- 8.- C'est ainsi que le Fonds de réserve pour les retraites, créé par la réforme Fillon de 2003, vient de perdre la bagatelle de 14,5 % dans la tourmente (*Le Monde* du 16 octobre 2008)
- 9.- Léon Trotsky, *Le Programme de transition*, 1938

# La Crise, mais quelle Crise ?

« *L'idéologie de la dictature des marchés et de l'impuissance publique est morte* » déclare Nicolas Sarkozy. « *Le capitalisme financier a perverti le capitalisme et détruit le système de valeurs qui depuis toujours lui donne sa vitalité et sa puissance créatrice. L'enjeu aujourd'hui, c'est de revenir aux sources éthiques du vrai capitalisme, celui de l'entrepreneur, de la récompense de l'effort, de la responsabilité* », proclame son conseiller Henri Guaino dans les *Échos* du 27 octobre. Le même journal patronal écrit : « *Il faut mettre fin aux 30 ans de déréglementation financière que nous venons de connaître. Les banques méritent un tour de vis après des années d'inconséquence.* » En Angleterre, Gordon Brown déclare que « *l'heure ne peut pas être aux dogmes dépassés* ». Dans le même temps les États sont présentés comme les sauveurs face à un marché défaillant pris en otage par quelques traders fous agissant en dehors des lois. Et c'est le moment que choisit Arnaud Lagardère lui-même, pour faire référence à Marx (*Les Échos* du 29 septembre) tandis que s'exprimant sur *RTL* le 27 octobre, Jacques Attali, auteur d'un rapport sur la croissance au contenu très favorable à la concurrence, déclare que dans la crise actuelle, « *l'analyse marxiste trouve sa justification.* ». Comment en est on arrivé là ?

Pour essayer de comprendre la crise de 2008, il faut remonter près de trente ans en arrière, en 1979. Le président des USA s'appelle Jimmy Carter (parti démocrate) et le président de la Banque centrale se nomme Paul Volcker, devenu ces derniers temps, conseiller de Barack Obama. Les pays développés connaissent alors une grave crise économique qui se manifeste notamment par une forte inflation et un chômage en hausse constante. Pour lutter contre cette crise, les responsables de l'administration américaine décident alors de déclencher une lutte à mort, non pas contre le chômage mais contre l'inflation, accusée de décourager l'épargne et l'investissement des entreprises, seul à même, selon eux, de sortir les économies du marasme pour le plus grand bien des populations. Il est vrai, qu'à première vue, les populations ont tout intérêt à ce que l'inflation baisse pour sauvegarder leur pouvoir d'achat.

## Lutte contre l'inflation ou lutte contre les salaires ?

La lutte contre l'inflation est donc lancée avec force en 1979 par la Banque Centrale américaine qui augmente alors les taux d'intérêt en tenant le discours suivant : lorsque les taux d'intérêt sont faibles, les entreprises et les ménages obtiennent facilement du crédit, ce qui accroît la masse monétaire en circulation, favorise la hausse des prix et alimente les revendications salariales. Pour lutter contre l'inflation il suffit alors de mener la politique inverse en fermant les robinets du crédit par l'augmentation des taux d'intérêt qui décourage les entreprises et les ménages de s'endetter. Ne pouvant plus aussi facilement obtenir de l'argent par le crédit, les entreprises se doivent d'en trouver en leur propre sein. Comment ? En augmentant la part de leurs profits dans les richesses qu'elles produisent, ce qu'on appelle la valeur ajoutée. Il fallait donc modifier le partage de la valeur ajoutée en faveur des profits et au détriment des salaires. On est donc en droit de se poser la question suivante : la lutte contre l'inflation n'aurait-elle pas été l'habillage de la lutte menée par le capital contre les salaires

et pour la restauration d'un taux de profit suffisamment élevé à même d'assurer une meilleure rentabilité des capitaux investis, rentabilité mise à mal durant les années 1960 par une suraccumulation de capital ?

La Banque centrale s'adresse aux chefs d'entreprise en ces termes : si vous voulez du crédit bon marché, commencez par tenir vos prix et donc baissez vos coûts de production en serrant les salaires et en accroissant la productivité du travail. Cette politique anti-inflationniste sera reprise dans tous les pays et le combat mené par le capital pour restaurer ses profits prendra de nombreuses formes :

- désindexation des salaires sur les prix mise en œuvre en France par un gouvernement d'Union de la gauche avec la participation de ministres PCF en 1983 et poursuivie par tous les gouvernements ;
- diminution du coût du travail et de la masse salariale par des restructurations appelées modernisation de l'appareil productif qui conduisent à des vagues de licenciements massifs dans la plupart des secteurs industriels ;
- libéralisation du marché du travail, c'est-à-dire diminution des protections des salariés, avec la suppression en France de l'autorisation administrative de licenciement en 1986 (gouvernement Mitterrand-Chirac) ;
- développement de la flexibilité du travail pour permettre aux entreprises d'ajuster le plus rapidement possible leurs effectifs à leur activité, ce qui conduit à la multiplication des CDD, à l'augmentation de l'intérim et du temps partiel et donc des emplois précaires ; individualisation des salaires et remise en cause des conventions collectives ;
- augmentation du chômage qui pèse sur les salariés, contraints d'accepter les salaires proposés et l'intensification du travail ;
- développement des bas salaires et de la pauvreté laborieuse.

En France, la lutte pour la diminution du coût du travail passe également par la diminution des cotisations sociales, appelées charges sociales, leur niveau trop élevé empêchant, selon le patronat, de nouvelles embauches. Mais leur diminution et la montée du chômage vont provoquer un manque de recettes pour la Sécurité sociale, créant ainsi un déficit, utilisé par ses organisateurs, pour d'une part justifier leurs attaques contre le droit à la santé et le système de retraite par répartition et pour d'autre part vanter les mérites des assurances privées et de la retraite par capitalisation. Toutes ces mesures, et bien d'autres encore, ne sont donc pas tombées du ciel : elles résultent de lois votées par les parlements, de décisions prises par les gouvernements de droite comme de gauche, qui ont tout fait pour libéraliser le marché du travail et permettre au capital d'augmenter ses profits.

Il n'y a donc pas d'opposition entre le marché et les États. Ce sont les États qui ont permis la libéralisation du marché du travail par la remise en cause des réglementations et des conventions collectives. Le bilan de ces politiques menées dans tous les pays développés est sans appel. Selon le journal

patronal *Les Échos* du 4 novembre 2008, « ces vingt dernières années, le partage des revenus dans les pays développés est devenu beaucoup plus favorable aux actionnaires au détriment des salariés. Le FMI, la Banque des règlements internationaux et la Commission européenne l'ont montré clairement dans des travaux publics. ». S'agissant de la France il n'y a pas eu décroissance régulière de la part des salaires depuis vingt ans. Le phénomène a pris une autre forme : une forte diminution dans les années 1980 et leur maintien à un niveau faible depuis cette époque. Mais les États ont libéralisé d'autres marchés indispensables à la bonne marche de l'économie capitaliste.

### **Libéralisation des marchés organisée par les États.**

Cette politique de libéralisation de l'ensemble de l'économie a été menée au nom de la lutte contre un État envahissant, infligeant des impôts élevés aux familles et aux entreprises, décourageant ainsi l'effort et la production, et conduisant l'économie à la stagnation et au chômage. Fraîchement élu en 1980, le président Ronald Reagan prononce le verdict : « L'État est le problème ». L'État, c'est-à-dire les lois et réglementations qui empêchent la concurrence de régner en maître dans tous les domaines et les entreprises capitalistes, appelées le marché, d'imposer leur logique dans l'industrie, les services marchands et publics. L'État, c'est-à-dire au sens large, tout ce qui s'apparente au collectif et à l'égalité, tout ce qui s'oppose à l'individualisation des relations sociales, et dans ce cadre on comprend les attaques contre les organisations syndicales et le droit de grève. Ces attaques contre l'État vont se mener au nom de la liberté des individus de travailler quand ils le veulent (la nuit, le dimanche, durant les vacances), au nom également de leur droit à conserver le fruit de leur travail au lieu de payer des impôts confiscatoires, servant à entretenir des « assistés » et à financer des services publics, « refuges de fonctionnaires improductifs », et enfin, au nom de leur droit à choisir librement leur système de retraite et de soins.

A ce sujet, dans ses mémoires intitulés *Le Temps des turbulences* l'ancien président de la Banque centrale des USA, Alan Greenspan, a parfaitement résumé l'état d'esprit des dirigeants américains au début des années 1980, en écrivant : « il est difficile d'imaginer dans quelle camisole de force se trouvaient alors les affaires aux USA. Compagnies aériennes, transports routiers, chemins de fer, oléoducs, téléphone, télévisions, agents de change, marchés financiers, banques d'épargne, services publics, tout cela était soumis à de lourdes réglementations. ». Commencent alors aux USA des vagues de déréglementations et de privatisations au nom de la liberté d'entreprendre et de la concurrence, présentées comme les moyens les plus efficaces pour retrouver les chemins de la prospérité. Commencent également de fortes diminutions d'impôts pour les entreprises et pour les riches qu'il faut encourager à produire. Au passage, notons que ce désengagement de l'État est organisé par l'État lui-même et s'est accompagné d'une forte augmentation des dépenses militaires et du déficit du budget de l'État alors que commençaient les attaques contre les dépenses sociales. En d'autres termes l'administration américaine crée la situation suivante :

a) Elle diminue les impôts des riches ce qui provoque une perte de recettes pour l'État ;

b) Elle augmente ses dépenses militaires, ce qui permet de passer des commandes à l'industrie militaire et lui garantit

des profits ;

c) Perte de recettes d'une part, hausse des dépenses militaires de l'autre, aggravent le déficit budgétaire qu'il va falloir financer. Comment ?

En empruntant aux riches, aux entreprises et à toutes sortes d'institutions financières, et tout ce beau monde, grand adversaire de l'État, sera bien content de percevoir des intérêts de ce même État. Dans le même temps, l'administration américaine, bientôt suivie par les gouvernements des autres pays, libéralise les marchés de capitaux pour faciliter leur mobilité afin qu'ils s'orientent toujours vers les activités les plus rentables. Les marchés monétaires et financiers sont alors décloisonnés et déréglementés. Ils sont aussi présentés comme les marchés les plus efficaces parce que les plus libres et les plus conformes aux théories économiques libérales. A cette époque, en France, le ministre de l'économie du gouvernement d'Union de la Gauche s'appelle Jacques Delors. Maître d'œuvre de la politique anti-inflationniste et de la désindexation des salaires sur les prix, il organise lui aussi la libéralisation des marchés de capitaux. Dans ses *Mémoires* il raconte cet épisode en écrivant : « je propose des accords sociaux de compétitivité pour lier davantage les salaires aux performances de l'économie et à celles des entreprises. » Quelques pages plus loin, il revient sur sa politique financière : élargissement du marché des obligations, hausse de la franchise d'impôt sur le revenu les concernant, mise en place d'un compte d'épargne en actions, diminution de l'impôt sur les dividendes, création de nouveaux instruments financiers pour augmenter les fonds propres des entreprises et création encore d'un second marché boursier pour les entreprises les plus jeunes.

A cette époque, le directeur du Trésor Public s'appelle Michel Camdessus. Un nom à retenir. La politique de Jacques Delors, devenu président de la Commission européenne en 1985, sera poursuivie par tous les gouvernements : 1985, première diminution de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, 1986, suppression de l'encadrement du crédit, 1992, Acte unique Européen et ouverture du marché des capitaux, 1987, 1993, 1999, 2001 et 2002 privatisations d'établissements financiers, désormais à la recherche d'une plus grande rentabilité. Ces politiques de privatisation, de déréglementation et de libéralisation des marchés financiers avaient pour but d'améliorer les profits des entreprises. Elles accompagnaient la politique anti-salariale menée dans tous les pays, sans laquelle aucune autre libéralisation n'aurait été efficace. A ce propos, dans son livre sur *Le Turbo-capitalisme* l'économiste américain Lester Thurow écrit que l'événement économique le plus important des années 1980 a été l'échec de la grève des aiguilleurs du ciel aux États-Unis. Grève brisée par Reagan, avec la complicité des responsables syndicaux, et qui lui a permis d'en licencier plusieurs milliers. Cet échec sera suivi en Angleterre de celui des mineurs, dont la grève sera brisée par Mme Thatcher, et de celui des sidérurgistes français dont le licenciement sera organisé par le gouvernement de l'Union de la gauche au printemps 1984.

### **Une masse de capital-argent non investi**

C'est sur cette base que les politiques menées par les États vont alors générer une grande masse de capital-argent disponible à la recherche de la plus grande rentabilité. Dans le même temps, le marché de la finance a été libéré et



mondialisé et toutes sortes de produits financiers ont été inventés pour permettre les placements les plus rapides et les plus rentables.

A l'origine les actions et les obligations sont des titres financiers qui donnent un droit sur les profits et les revenus à venir des entreprises et des institutions qui les ont émis. En allant vite, le cours d'une action est proportionnel au profit escompté de l'entreprise. Cependant, dans certaines situations, lorsqu'il existe une masse importante de capital-argent non investi dans la production, ces titres peuvent devenir l'objet d'échanges et connaître un mouvement propre d'accumulation et de circulation. Leurs prix vont alors se détacher des profits réels des entreprises et une vague de spéculation commence. Mais les cours des titres ne peuvent se détacher complètement des profits réels sur lesquels ils prospèrent. La vague de spéculation va alors être entretenue par la politique monétaire américaine de faibles taux d'intérêt. En effet, après avoir mené une politique de taux d'intérêt élevés au début des années 1980 afin de conduire les entreprises à maîtriser leur masse salariale, l'administration américaine se doit de baisser les taux d'intérêt parce que l'économie a besoin de crédits.

L'État tout d'abord. En déficit après avoir baissé les impôts et relancé les dépenses militaires il doit emprunter. Les entreprises et les ménages ensuite. Après avoir produit leurs marchandises, les entreprises doivent les vendre aux consommateurs. Or, on l'a vu, pour restaurer leurs profits, les entreprises ont mené une politique anti-salariale qui a réduit le pouvoir d'achat des ménages. Afin d'assurer des débouchés aux entreprises, il est alors nécessaire de développer le crédit à la consommation et le crédit immobilier. C'est ainsi que les subprimes ont été conçus par les autorités américaines pour autoriser les banques à prêter aux pauvres afin, officiellement, qu'ils accèdent à la propriété (*Les Échos* du 17 octobre). Cette nécessité d'endettement de l'État et des ménages se traduit alors par de faibles taux d'intérêt. Mais ces faibles taux et la déréglementation vont être utilisés par les fonds spéculatifs, les fonds de pension et les banques d'affaires pour se lancer dans des opérations financières plus sophistiquées les unes que les autres mais toujours au détriment de la population. Parmi ces opérations la titrisation a joué un rôle important dans la crise. De quoi s'agit-il ?

#### **L'échec du marché qui n'a rien vu venir**

Pour faire simple supposons qu'Éric prête 1 000 euros à François. Éric détient donc une créance sur François. Éric assume le risque en cas de non remboursement de sa dette par François. Maintenant supposons qu'Éric transforme en titre la dette qu'il détient sur François. Il le vend à Jean-Luc. Jean-Luc devient alors le créancier de François. Le risque est donc passé à Jean-Luc. Tout va bien tant que François peut rembourser sa dette. Le titre garde sa valeur, déterminée par la capacité de remboursement de François. Maintenant, supposons qu'Éric est un petit malin. Il a non seulement prêté de l'argent à François, mais aussi à Monsieur Martin. Éric pourrait très bien fabriquer un titre, vendu à Elsa, qui contiendrait les deux dettes. Si François et Monsieur Martin peuvent rembourser leurs dettes, aucun problème pour Elsa.

Mais supposons maintenant que Monsieur Martin éprouve des difficultés à rembourser sa dette. Le titre vendu par Éric à Elsa contiendrait une partie saine, le prêt accordé à François, et une partie pourrie, toxique, le prêt accordé à Monsieur

Martin. Le titre dans son ensemble serait contaminé par sa partie pourrie et deviendrait ainsi un produit financier douteux. Pour terminer supposons qu'Éric soit une banque américaine, ayant prêté à de pauvres ménages, (Monsieur Martin), pour acheter leur logement avant de titriser ses créances. Supposons enfin que ce procédé, la titrisation, soit devenu un phénomène général. Dès lors on efface les risques apparents des opérations de prêt en en transférant le fardeau vers des marchés spéculatifs où des financiers s'en emparent à leur tour.

Autrement dit le lien est coupé entre le prêteur et le prêt qu'il consent. Les banques peuvent prêter en toute liberté. Mais une bonne partie des titres financiers sont toxiques et pourris. Ils n'ont donc plus de prix, et ne peuvent plus s'échanger. C'est l'échec du marché qui n'a rien vu venir et qui est incapable de les évaluer.

Mais la créativité des financiers, aidés en cela par les lois votées par les États, est allée beaucoup plus loin. Elle a notamment donné naissance aux CDS et aux CDO. Les CDS ? Il s'agit des Crédit default swaps, c'est-à-dire d'un marché de primes d'assurance. Un opérateur financier qui prête de l'argent en achetant une obligation risque l'insolvabilité de son débiteur. Il s'assure contre ce risque en achetant un CDS auprès d'une compagnie d'assurance. S'il y a insolvabilité, le prix de cette insolvabilité sera supporté par l'émetteur du CDS. Les CDS représentent donc des primes d'assurance. Elles sont elles-mêmes cotées sur un marché public. On peut les acheter, les revendre et prendre des paris sur leur évolution future. Il s'agit d'un marché de paris à terme. Quant aux CDO, il s'agit des Collateralized Debt Obligations. Dans ce cas il s'agit de créer un titre de dettes à partir d'autres titres de dettes. On crée un cocktail à partir d'ingrédients représentatifs de dettes qui ne procurent pas le même rendement et ne présentent pas la même sécurité. Comme l'écrit Jean-Luc Greau « *il s'agit de noyer le risque présenté par certaines dettes à hauts rendements dans la sécurité apparente d'autres dettes à faible rendement* ». (*Revue Le Débat* de septembre 2008).

Si la libéralisation financière a vu le développement de nouveaux produits financiers et de nouvelles opérations, elle a aussi vu le développement des Hedge Funds, des fonds spéculatifs. Avec les faibles taux d'intérêt ils ont utilisé l'arme de l'endettement pour spéculer et leur dette auprès des banques a représenté jusqu'à vingt fois leur mise. Ils ont été aussi financés par de grandes fortunes et des établissements financiers, parmi lesquels des fonds de retraite par capitalisation, attirés par les rendements élevés. Fin 2007, ces fonds spéculatifs géraient 2 000 milliards de dollars. Aujourd'hui, pris à la gorge par la crise du crédit, ils vendent leurs actions, accélérant la chute des cours. Leurs clients se retirent, préférant placer leur argent en Bons du Trésor émis par les États qui empruntent de l'argent...pour sauver les banquiers.

#### **Le règne de l'argent et son bilan**

Tirant le bilan de cette période dans son livre [www.capitalisme.fr](http://www.capitalisme.fr), Alain Minc, conseiller officieux de Nicolas Sarkozy, décrit « *l'immense marché mondial de l'argent* » en ces termes : « *nous avons vu ce dernier à l'œuvre depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire depuis le moment où les pays occidentaux ont libéré les mouvements de capitaux. C'est un flux d'une profondeur abyssale : à force de se multiplier les uns les autres, les transferts*

quotidiens de capitaux représentent 1 000 fois la contrepartie des capitaux physiques. Le marché de l'argent règne, domine, s'impose : il est le juge, le moteur, le carburant de la vie économique. Les gestionnaires de fonds sont les maîtres. ». En effet, dans toutes les entreprises où ils entrent, ils imposent des normes de rentabilité qui passent par des réductions de coûts de production, ce qui signifie licenciements, blocage des salaires et intensification du travail. Et si les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur de leurs exigences, ils organisent la chute du cours de l'action afin de faire pression sur les dirigeants de l'entreprise. On peut donc dire que les grands groupes sont devenus, plus que jamais, des unités au sein desquelles se réalise la fusion du capital industriel et du capital financier sous la domination de ce dernier. C'est pourquoi la prétendue séparation entre un bon capital industriel et un méchant capital financier n'est qu'un leurre. En France, par exemple, en 2007, les sociétés non financières ont versé 196 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires, mais dans le même temps, elles en ont reçu elles mêmes 148 milliards, démontrant ainsi que les entreprises dites productives ont développé leurs activités financières en achetant des actions. Une situation que l'on retrouve aussi aux USA. S'exprimant dans le journal *Les Échos* du 3 novembre, Jeff Immelt, PDG de Général Electric, groupe industriel, déclare : « *avant la crise nous nous étions fixé comme objectif de réaliser 60% de notre activité dans l'industrie et 40% dans la finance. Nous allons atteindre cet objectif* ».

Plus généralement, durant cette période du règne de l'argent, on a proposé aux actifs une retraite par capitalisation au détriment de la retraite par répartition. On a proposé aux étudiants d'emprunter de l'argent pour financer leurs études au lieu de leur accorder des bourses. On a proposé aux ménages pauvres de s'endetter pour acquérir un logement faute de construction de logements sociaux. On a développé les assurances privées dans le domaine de la maladie tandis que l'on remboursait des médicaments et l'on instaurait les forfaits et autres franchises. On a proposé aux salariés des entreprises privatisées de devenir actionnaires afin de remplacer les augmentations de salaire par d'hypothétiques plus values boursières. On a modifié le fonctionnement des États, comme en France avec la LOLF (loi organique relative aux lois de finances [[lire notre dossier : Réforme de l'Etat](#)]), votée en 2001 par les députés du PS, de l'UMP et de l'UDF, loi adoptée avec l'abstention des députés du PCF. Visant à rendre l'État performant et productif en vue de réduire les dépenses publiques, elle est fondée sur l'évaluation et la mobilité des fonctionnaires dont le nombre doit être réduit année après année. Il s'agit d'appliquer au secteur public les règles du secteur privé. Dans le même temps, les États sont eux-mêmes devenus les principaux acteurs des marchés financiers. En effet, leur stock d'emprunts (28 297 milliards de dollars) représente la moitié du montant global de tout le marché des obligations. (*Le Monde* du 19 octobre). Cette financiarisation de l'économie, organisée par les États au profit des marchés, et qui avait notamment pour but d'orienter le maximum de richesses vers les activités financières, a un bilan qui tient en quelques constatations relevées dans la presse :

a) Selon la Banque des règlements internationaux « *les produits financiers qui s'échangent sur les marchés financiers atteignent douze fois la valeur de l'économie mondiale* » (*Les Échos* du 13 Octobre)

b) « *Le Financial Times cite une étude calculant les rémunérations des grands dirigeants d'établissements financiers internationaux sur les trois dernières années. Ils ont trouvé 95 milliards de dollars* ». (*Le Monde* du 18 octobre)

c) « *Les données collectées montrent qu'aux USA le 1% le plus riche de la population a retrouvé le poids qui était le sien, au début du XXe siècle, à l'âge d'or des rentiers : ils gagnent plus de 16% du revenu national contre 7% après guerre* » (*Le Monde* du 18 octobre)

d) « *Au cours des trois dernières années, la finance s'est développée beaucoup plus vite que le reste de l'économie et que les ressources des États. Les actifs de BNP Paribas équivalent aux richesses produites en France en une année.* » (*Les Échos* du 9 octobre)

e) En France depuis sa création le CAC a progressé de 120% et le salaire annuel de 15 % à prix constants. (*Le Monde* du 15 octobre.)

f) Selon l'économiste américain, Paul Jorion, le marché des CDS s'élève à 62 000 milliards de dollars.

g) Selon la banque d'affaires Merrill Lynch, 100 000 personnes disposent d'avoirs financiers équivalents au quart du PIB mondial.

### Une crise du capitalisme

C'est dans ces conditions qu'éclate la crise financière. Des ménages américains, victimes de la politique anti-salariale et d'endettement visant à garantir les profits des entreprises, deviennent insolubles. Son éclatement met à jour une contradiction fondamentale du système : les profits accumulés ont donné naissance à une masse de capital qui à un moment donné ne peut plus se valoriser. Les profits sont certes élevés, mais ils sont insuffisants pour rentabiliser le trop plein de capital. Le château de cartes s'écroule. Pour surmonter les contradictions de l'économie capitaliste des années 1970-1980, le capital et les gouvernements ont conduit une politique qui a elle-même donné naissance à de nouvelles contradictions qui éclatent dans la sphère financière. Comment le capital va-t-il tenter de les résoudre ? S'il y a trop de capital à l'échelle de l'ensemble de l'économie par rapport à la masse de profit, la résolution de la crise passe par la destruction d'une partie de ce capital et par une augmentation des profits. Destruction du capital ?

Les titres accumulés perdent une grande part de leur valeur (baisse des cours en bourse, baisse des prix de l'immobilier) et selon l'économiste américain Jeffrey Sachs, « *avec l'éclatement de ces bulles (boursière et immobilière) un capital fictif d'environ 10 trillions de dollars voire de 15 trillions, sera effacé.* » (*Les Échos* du 3 novembre). De même une partie du capital des entreprises sera lui aussi détruit par la faillite d'une partie d'entre elles. Ici, c'est la concurrence qui va dire quels capitalistes vont connaître cette destruction de valeur rendue nécessaire par la crise de suraccumulation.

En d'autres termes, les entreprises dites les moins rentables fermeront leurs portes et licencieront leur personnel. C'est cette situation de crise du capitalisme qui contraint les États à mettre en œuvre des mesures anti-crise. Hier dénoncé comme le problème, l'État redevient la solution, mais aujourd'hui comme hier, l'État intervient, certes de façon différente, mais toujours au service des marchés. Il va tenter de sauver le système bancaire nécessaire à la circulation du capital- argent et prendre des mesures visant à accroître les profits des entreprises.

### « La liquidité, le bien le plus précieux »

Tel est le cri du cœur d'un dirigeant de la Caisse des dépôts et consignations qui résume parfaitement les exigences immédiates des banquiers et des spéculateurs. En d'autres termes les banquiers ont besoin de cash et les États vont leur en procurer en veux tu en voilà. Les États, si décriés par les banquiers lorsqu'il s'agit de dépenses sociales sont appelés au secours par ces mêmes banquiers. A titre d'exemple, *Le Monde* du 15 octobre raconte comment en Angleterre, les financiers ont obligé l'État à intervenir après l'échec, sans aucun doute organisé par les banquiers eux mêmes, des solutions privées. Dans tous les pays, le cash arrive dans les caisses des banquiers de plusieurs manières :

a) Les banques centrales récupèrent les actifs pourris des banques. Une opération visant selon Jacques Attali « à débarrasser les banques de leurs actifs toxiques » ;

b) La prise de participation de l'État dans le capital des banques ;

c) Les Banques centrales ouvrent le robinet du crédit en baissant les taux d'intérêt ;

d) L'Etat organise la garantie des prêts interbancaires.

En Europe, la BCE fournit des liquidités aux banques en échange de titres pourris, ce qui signifie que la BCE elle-même sera contaminée. (*Le Monde* du 7 octobre). A ce sujet, *Les Échos* du 16 octobre ajoutent : « *Pressée par les établissements bancaires en mal de liquidités, l'institution francfortoise a élargi la gamme des actifs qu'elle accepte en contrepartie des prêts qu'elle alloue.* » Elle accepte donc des titres spéculatifs, opération comparée par un financier à une « bombe atomique ». Quelques jours plus tôt, le 8 octobre le même journal fournissait l'information suivante : « *Pour rassurer les acteurs du marché sur le fait qu'ils auront suffisamment de liquidités pour passer le cap de la fin de l'année, et boucler leurs livres de compte, 6 banques centrales, dont la Réserve fédérale américaine, la BCE, la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon, ont publié hier un calendrier précis de leurs opérations de refinancement destinées à alimenter le circuit bancaire international en dollars. La Banque centrale américaine a indiqué qu'elle fournirait au moins 450 milliards de dollars en décembre, après 600 milliards en octobre et en novembre.* » A l'apport de cash aux banques s'ajoute la garantie des prêts interbancaires, ce qui signifie que les États assurent les banques de récupérer l'argent prêté à d'autres banques.

En France l'État a mis en place deux structures visant à garantir les prêts interbancaires pour un montant de 320 milliards d'euros et à recapitaliser les banques pour un montant de 40 milliards d'euros. Que sont ces deux structures ?

Tout d'abord une Caisse de refinancement pour attribuer des liquidités aux banques en cas de besoin. Cette caisse s'endette elle-même pour accorder des prêts aux établissements bancaires.

Ensuite une Société de prises de participations de l'État pour augmenter les fonds propres des banques. Cette société se finance elle aussi par endettement. Elle aura la garantie de l'État pour lever 40 milliards d'euros sur les marchés financiers. Elle sera dirigée par un spécialiste de la dette nommé Michel Camdessus, déjà rencontré en 1983 aux cotés de Jacques Delors, et qui fut ensuite directeur général du FMI (Fonds monétaire international) institution qui durant de longues années a imposé des plans d'ajustement structurel faits de privatisations, d'ouverture aux marchés et de

réduction des dépenses sociales et aux conséquences meurtrières pour les populations des pays endettés. Comme on le voit un expert de la dette et de ses victimes. Un expert, également membre de la Commission Pébereau, qui a publié récemment un rapport intitulé *La France face à sa dette* entièrement dirigé contre les fonctionnaires et en faveur des privatisations. Page 13 de ce rapport on peut lire ceci : « *Il faut donc avoir le courage de ne plus céder à la facilité de la dette.* » Sauf quand il s'agit de sauver les banquiers dont Michel Pébereau, récemment décoré par Nicolas Sarkozy, est l'un des représentants les plus emblématiques [**voir notre article : la grande braderie**].

Pour éviter tout malentendu, l'État français ne donne pas 320 milliards d'euros aux banques. La Caisse de refinancement est une sorte d'assurance donnée aux banques en cas de besoin. Elle prêtera du cash aux banques contre des titres financiers. Mais l'existence de cette caisse démontre que lorsqu'il le veut, l'État peut mobiliser des milliards pour aider une activité.

De même l'argent de la Société des prises de participation est bien un prêt accordé aux banques, qui s'est concrétisé, le 20 octobre dernier, pour 6 banques qui ont reçu 10,5 milliards d'euros. Ces banques ont été recapitalisées sans pour autant que l'État en devienne actionnaire. Explication de Georges Pauget, président de la Fédération bancaire française : « *Nous avons posé nos conditions et parmi celles-ci, que l'État ne nous apporte pas de vrai capital. Nous ne voulions pas d'un État avec des pouvoirs dans la gestion des établissements.* » On a bien lu : les banquiers posent leurs conditions. Faut-il commenter ? Aux USA, la Banque centrale achète des actifs pourris aux banques pour leur donner un peu d'oxygène. Cet achat affaiblit la Banque centrale. Conséquence, c'est l'État qui est amené à fournir des capitaux à la Banque centrale. De fait les actifs pourris des banques sont rachetés avec l'argent des contribuables. Décidément, il est loin le temps où il fallait baisser les impôts pour protéger les contribuables d'un État dépensier. Et que font les banques de cet argent ? Réponse du journal *Le Monde* du 6 novembre : « *Le Wall Street journal a publié le 3 novembre, un article scandalisé expliquant que les 700 milliards de dollars du plan Paulson allaient aider les banques à distribuer 40 milliards de dollars d'arriérés de salaire, de bonus et primes de retraite aux grands patrons de la finance au titre de l'exercice 2007. Après avoir reçu 10 milliards d'aide fédérale Goldman Sachs va ainsi redistribuer 11,8 milliards à ses dirigeants.* »

Au passage notons :

a) Que le rachat de leurs actifs pourris par l'État améliore la situation des banques et donc celle de leurs actionnaires ;

b) Que ce rachat améliore également la situation des firmes de gestion d'actifs financiers auxquelles l'État fait appel pour organiser le rachat des actifs toxiques.

### Les États interviennent en utilisant l'arme de l'endettement

Comme on peut le constater, les États interviennent au secours des banquiers en utilisant l'arme de l'endettement. Face à une crise due en partie à une politique de surendettement, les États répondent par un endettement supplémentaire. Ici quelques questions s'imposent :

a) Auprès de qui les États s'endettent-ils ?

b) Qui va payer ?

L'État s'endette auprès d'établissements financiers et de firmes multinationales qui ont de l'argent à placer en vue de

percevoir des intérêts qui seront payés par les impôts des populations. Pendant de longues années, les défenseurs de l'économie de marché avaient dénoncé l'intervention de l'État sous l'angle suivant : pour financer ses dépenses, principalement les salaires des fonctionnaires, l'État était accusé de s'accaparer une bonne partie de l'épargne des ménages, qui préféreraient alors placer leur argent en bons du Trésor au détriment de l'achat d'actions des entreprises. Manquant ainsi de ressources, les entreprises ne pouvaient suffisamment investir et créer des emplois. En somme, le chômage des salariés du secteur privé était le résultat de la goinfrerie des fonctionnaires et des assistés sociaux. C'est ce que les économistes appelaient l'effet d'éviction du secteur privé par le secteur public. Aujourd'hui on les entend beaucoup moins nous chanter leur refrain préféré. Mais cette fois, il est vrai que l'argent pris par l'État sur les marchés financiers l'est pour la bonne cause : sauver les banquiers. Dans ce cas, l'effet d'éviction sera d'une autre nature : pour payer les intérêts de sa nouvelle dette, l'État évincera encore plus les dépenses jugées inutiles : masse salariale des fonctionnaires et dépenses pour les services publics. Pour conclure sur ce point, précisons que les sommes mobilisées au USA et dans les pays européens s'élèveront respectivement à 4 400 milliards de dollars et à 1 700 milliards d'euros. Mais ce n'est pas tout. Les États prennent également des mesures pour aider les entreprises à augmenter leurs profits.

#### **Aider les entreprises à augmenter leurs profits**

En France, notons que le gouvernement Sarkozy-Fillon vient d'annoncer les mesures suivantes : recours plus facile aux CDD ; développement du travail le dimanche ; « liberté » de travailler jusqu'à 70 ans ; selon le journal *Les Échos* du 4 novembre, en 2009 le budget de l'État accordera 70 milliards d'aides publiques aux entreprises ; le 24 octobre le même journal écrit : « *A la satisfaction du patronat, la taxe professionnelle sur les investissements nouveaux est supprimée jusqu'en 2009. Nicolas Sarkozy a promis aux entreprises ce qu'elles espéraient* ». Coût de la mesure : 1,1 milliard d'euros en année pleine, qui devra être épongé par les Collectivités territoriales qui perçoivent la taxe professionnelle.

La liste n'est pas terminée : dans un entretien accordé au journal *Le Monde* du 8 novembre, le Ministre Xavier Darcos annonce que le gouvernement maintient sa politique de réorganisation de l'État et d'après *Les Échos* du 4 novembre le gouvernement va mettre en place un dispositif qui introduit la rémunération au mérite pour une partie de la fonction publique d'État. Aux USA, les autorités accordent des milliards à l'industrie automobile pour qu'elle se restructure et abaisse ses coûts de production en supprimant des milliers d'emplois. Ces attaques s'ajoutent aux conséquences directes de la crise boursière sur les retraites. Aux USA les fonds de retraite qui avaient placé leur argent en Bourse ont fondu de 2 000 milliards de dollars et des salariés vont devoir travailler plus longtemps. (*Les Échos* du 9 octobre). Aux Pays Bas les fonds de pension ont connu une perte de 70 milliards d'euros, ce qui va provoquer la fin de l'indexation des retraites sur les prix (*Le Monde* du 14 octobre). En France, le Fonds de réserve des retraites, mis en place par la loi Fillon en 2003, a placé son argent en actions et connaît une perte de 14%. En Angleterre, 9 millions de personnes avaient contracté auprès de fonds de pension, une retraite complémentaire entièrement

investie en actions. (*Le Monde* du 28 octobre).

#### **Défendre nos revendications**

Dans cette situation les salariés, les chômeurs et les pauvres doivent s'attendre à une offensive en règle contre leurs droits élémentaires. Il faudra alors défendre nos revendications, dans l'unité avec nos organisations syndicales, et plus particulièrement combattre pour l'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements et la mise en œuvre d'une politique de création d'emplois durables en CDI ou dans la fonction publique. Si l'on nous rétorque que cela n'est pas possible, alors il faudra en conclure qu'une politique destinée à satisfaire les besoins de la population nécessite le combat pour une autre économie, fondée sur une organisation rationnelle de la production et des échanges, ce qui passe notamment par la nationalisation des grands groupes industriels et bancaires et par la rupture avec les traités européens.

Au simple énoncé de ces propositions, on entend déjà des voix nous accuser de vouloir exproprier les artisans, les petits commerçants et les propriétaires de leur logement. Mais aujourd'hui, qui exproprie des millions de personnes de leur emploi, de leur logement et de leurs droits à la santé ? Qui exproprie les artisans et les commerçants sinon les grandes entreprises au nom de la concurrence libre et non faussée ? Alors il est vrai que dans ce domaine, comme dans bien d'autres, il n'y a pas cinquante solutions : ou bien un système économique dans lequel une minorité, propriétaire des grandes firmes et des établissements financiers, exproprie la majorité de la population de ses droits fondamentaux, ou bien un système économique dans lequel la majorité de la population, après avoir exproprié la minorité, organise la production en fonction de ses besoins fondamentaux, ce qui passe par la nationalisation des grands moyens de production et d'échange. De nouveau on croit entendre les mêmes crier au retour de l'État, bureaucratique et envahissant par nature. Mais dès aujourd'hui, qui organise le retour de l'État sinon les financiers afin de se refaire une santé sur le dos de la population ? Lorsque le journal patronal *Les Échos* du 10 octobre écrit « *que les réponses à la crise se trouvent entre les mains de l'État* », ne reconnaît-il pas à sa façon que l'organisation privée de l'économie est un échec ? Pourquoi l'intervention de l'État serait-elle souhaitable lorsqu'il faut sauver les banquiers, et inacceptable sinon impossible, lorsqu'il faut sauver les populations du chômage, de la précarité et de la misère ?

De même, à propos de l'Union européenne, depuis des années, ses partisans officiels nous ont présenté sa construction, son élargissement et son approfondissement comme un rempart contre les méfaits de la mondialisation. Ainsi, l'éditorialiste du journal *Le Monde* du 2 novembre nous vante les mérites de l'euro protecteur et invite les Français à « *mettre un terme définitif à leur procès contre la BCE et la monnaie unique.* » Mais en quoi les traités européens et l'euro protègent-ils les salariés contre le chômage qui grandit et le pouvoir d'achat qui baisse ? En quoi les protègent-ils contre la remise en cause des services publics ? En rien. Tout simplement parce que la mise en place du Marché unique et de l'euro par les gouvernements avaient pour but l'insertion des économies européennes dans la mondialisation financière, et cela, dans le respect des règles de la concurrence. Et respecter les règles de la concurrence ne pouvait que conduire à la mise en œuvre de



politiques de flexibilité du travail, de privatisation et de libéralisation dans tous les domaines, au prix de la montée du chômage, de la précarité et de la pauvreté. Dernière victime de cette politique : la Hongrie, qui vient de demander l'aide du FMI et de l'Union européenne. Les deux institutions, FMI (dirigé par le socialiste Dominique Strauss Kahn) et Union Européenne, ont conditionné leur aide à la mise en œuvre d'une politique d'austérité qui passe notamment par le gel des salaires, la suppression du treizième mois des fonctionnaires et la réduction des dépenses sociales (*Le Monde* du 13

novembre). Question : en quoi l'Union Européenne protège-t-elle la population hongroise ?

Pour conclure, constatons que ces 30 dernières années les marchés ont été de plus en plus libres, situation qu'ils avaient réclamée et dans laquelle ils ont pu exprimer tout leur potentiel et réaliser leurs valeurs. Le capitalisme eu la possibilité de montrer de quoi il était capable.. On en voit les résultats.

Le 16 novembre 2008

**Albert Savani**

Retrouvez-nous sur internet : <http://perso.orange.fr/gauchecomm>

ou sur notre blog : <http://promcomm.wordpress.com>

Prenez contact avec nous, participez à notre activité : [promcomm@gamil.com](mailto:promcomm@gamil.com)

ou **Prométhée BP 33 – 93001 BOBIGNY Cedex**

Aidez-nous : chèque à l'ordre de Prométhée ; CCP 19 360 42 Z Paris

*Directeur de la publication : Emile Fabrol*

ISSN : 1142-2254